



Seine Maritime

Le 16 juillet 2019 se tenait une HMI à l'initiative de l'Intersyndicale 76 suite à la venue de Madame Pheulpin, responsable du service Stratégie Relation aux Publics à la Direction Générale pour se rendre compte par elle-même sur le terrain de ce que les collègues pensaient de la réforme.

En sus des quelques collègues invités par la Direction locale, environ 150 collègues sont venus à cette HMI. Très beau résultat en cette période de vacances.

Très vite, les collègues ont souhaité s'inviter à la réunion tenue par Madame Pheulpin pour manifester leur opposition à la réforme et s'exprimer.

Madame Pheulpin nous a dit la (ou plutôt sa) définition du mot concertation. Il lui a été répondu que nous avons aussi regardé la définition dans le dictionnaire.

Elle nous a aussi affirmé que ce projet entrainait dans un projet plus vaste où intervenaient des équations très complexes (trop pour qu'on puisse comprendre)...

Par contre, elle n'a pas répondu quand nous lui avons posé la question des marges de manœuvre de la concertation au regard du guide de la concertation envoyé par la Direction Générale aux Directeurs locaux.

Elle n'a pas non plus répondu aux différentes interrogations des collègues (fermeture des trésoreries et de services, délocalisation des agents, éclatement des équipes, kilomètres supplémentaires, frais supplémentaires, impact sur l'environnement...)

En résumé, on ne comprend rien mais il ne faut surtout pas s'inquiéter !!!

Les agents présents et leurs représentants ont rappelé qu'ils étaient clairement opposés à ce projet mortifère et que la concertation ne saurait être qu'un outil destiné à sauver son service au détriment d'un autre.

Mais localement, comme au national, le langage "dit langue de bois" tenu est le même depuis le début : pas de souci, ce sera mieux après mais c'est surtout pour votre bien.

Après une demi-heure de non concertation, nous avons quitté la salle ainsi que les 150 collègues non invités.

La réunion s'est prolongée jusqu'à 12h35 avec le même discours et avec les seuls invités. Et surtout pas de réponse puisque nous sommes en phase de concertation.

A 14 h 00, les Organisations syndicales ont été reçues.

Nous avons lu une déclaration intersyndicale, donné les plus de 600 signatures recueillies à notre pétition en 15 jours, les délibérations et courriers des élus de la République, les articles publiés dans la presse et nous avons quitté la salle, comme nos Organisations Syndicales en Nationale au Comité Technique de Réseau le 9 juillet dernier.